



DES COLLABORATIONS SUR LES CÔTES

PAGES 6 - 7

CHURCHILL FALLS: «PLUSIEURS PROBLÈMES FONDAMENTAUX»

PAGE 4

QUESTIONS SUR LA GESTION DE L'AÉROPORT DE WABUSH

PAGE 5

L'«INSAISSABLE» ERMITE DE RIMOUSKI PRÉSENTÉ À MUN

PAGE 9



Photo: Jessica Tucker

Abonnement d'un an **20 NUMÉROS**

papier et numérique **35\$**
paper and digital +taxes

numérique seulement **25\$**
digital only +taxes

www.gaboteur.ca/abonnez-vous



gaboteur.ca

POLITIQUE MUNICIPALE

CODY BRODERICK - LE GABOTEUR - IJL

Semaine de nettoyage devenue bisannuelle

En raison des dépenses associées au nettoyage d'un site de dépôt illégal de déchets à proximité du ruisseau Rouzes l'année dernière, la municipalité de Cap-Saint-Georges a décidé de ne pas organiser sa Semaine de nettoyage cette année, qui se tient habituellement au mois de mai.

L'année dernière, des terres privées sur le ruisseau Rouzes, à Cap-Saint-Georges, sont devenues un dépotoir illégal après qu'une grande quantité de déchets non triés y a été abandonnée par des résidents et non-résidents.

Au cours de la Semaine du nettoyage de 2025, un groupe composé de bénévoles, dont des membres de l'Association régionale de la côte ouest et de la Première Nation Benoit, des employés municipaux et des résidents locaux ont tous donné un coup de main pour nettoyer les dégâts. Selon un avis émis par le conseil municipal le 21 mai dernier, cette initiative a engendré un surplus de dépenses de 20 000\$.

Conséquence: cette année, le conseil municipal a choisi de ne pas planifier de Semaine de nettoyage pour collecter les ordures volumineuses des résidents. Désormais, le grand ménage de printemps aura lieu tous les deux ans et le prochain aura lieu en 2027.

En incitant les résidents à régler leurs impôts municipaux le plus rapidement possible, le conseil municipal souligne dans l'avis qu'il «poursuit ses efforts pour maintenir le budget de fonctionnement annuel à un niveau raisonnable et les impôts à un niveau bas».

En attendant la Semaine de nettoyage en 2027, les 850 résidents de la municipalité devront transporter eux-mêmes leurs ordures volumineuses acentre de collecte de West Bay, qui ouvrira ses portes le 6 juin.

Les résidents titulaires d'une carte de la Western Regional Waste Management peuvent s'y rendre tous les samedis de 9h à 17h jusqu'au 31 octobre. Les déchets commerciaux, électroniques, dangereux ou ménagers mixtes ne sont pas acceptés.

Nouvelle annoncée d'abord à la fin avril dernier, *Le Gaboteur* a tenté de contacter le conseil municipal, sans succès.

Risque de pollution?

Le ruisseau Rouzes, prenant sa source sur les pentes de la montagne, se déverse dans l'océan juste à côté du port de Cap-Saint-Georges.

Le Laboratoire civique pour la recherche-action en matière d'environnement («Civic Laboratory for Environmental Action Research») de l'Université Memorial a indiqué dans son rapport sur la pollution plastique, *Regional report on plastic pollution in Newfoundland and Labrador, 1962-2019*, que 72% des

déchets côtiers étudiés dans la baie Saint-Georges étaient des déchets plastiques et que les engins de pêche représentaient 13% du total des déchets.

Selon l'analyse du dernier échantillon d'eau potable prélevé en septembre 2025 dans le ruisseau Rouzes, son indice de qualité est «excellent». D'après le calendrier de surveillance de la qualité chimique de l'eau potable en ligne, la prochaine analyse de l'eau du robinet provenant de ce ruisseau aura lieu cet été.



Cap-Saint-Georges. Photo: Laëtitia Rattier

RIO TINTO IOC

ÉRIC CYR - LE TRAIT D'UNION DU NORD

Une posture stratégique ardue

L'entreprise minière Rio Tinto IOC, qui exploite des installations à Labrador City et à Sept-Îles sur la Côte-Nord du Québec, vit actuellement une conjoncture délicate et doit composer avec des difficultés de production qui imposent une discipline budgétaire rigoureuse. Malgré des changements organisationnels, sa situation financière peine à se rétablir et ne montre aucun signe de redressement.

La compagnie minière, qui a célébré ses soixante-dix ans en 2024, a enclenché, en novembre 2025, une stratégie destinée à poser un diagnostic global sur l'état de ses activités et à soutenir la durabilité d'IOC. Le coup de barre visant à améliorer l'efficacité et la performance de l'ensemble de ses opérations prend la forme d'une réorientation interne. L'entreprise est déjà contrainte de raffermir ce qu'elle qualifie de virage stratégique en diminuant foncièrement ses coûts grâce à une discipline budgétaire stricte destinée à réduire de façon drastique ses frais d'exploitation. Afin de tenter de redresser la situation, la minière a d'ailleurs récemment décidé d'instaurer de nouvelles mesures encore plus contraignantes dans le cadre de cette restructuration afin d'assurer sa rigueur en rationalisant encore plus ses dépenses grâce à des changements dans la structure organisationnelle afin de garantir une performance et un rendement optimal nécessaires à son positionnement à long terme à l'échelle mondiale.

«Rio Tinto IOC a lancé une initiative de transformation de l'entreprise pour assurer sa résilience opérationnelle et sa compétitivité à long terme dans un marché en mutation. Alors que la transformation est en cours, nous continuons à nous concentrer sur une production sécuritaire», confiait à l'époque une porte-parole de Rio Tinto IOC, qui expliquait que ces mesures visent à garantir la sécurité, la stabilité et la durabilité de ses activités pour les années à venir. La compagnie minière expliquait alors que l'objectif de cette re-composition est d'aider l'entreprise à instaurer une stratégie destinée à améliorer l'efficacité de

l'ensemble de ses opérations et que ce réaménagement s'inscrit dans un contexte marqué par une conjoncture économique particulière, un accroissement de ses coûts d'exploitation, des enjeux liés à la santé de la fosse de la mine et un environnement de marché plus difficile, ce qui expliquerait la nécessité de cette reconfiguration, qui fait appel à une approche progressive structurée, destinée à assurer une compétitivité et une efficacité opérationnelle accrues.

Pour justifier ce remodelage jugé nécessaire afin d'assurer la pérennité de ses activités minières, IOC, qui a dévoilé dans une note interne à ses employés qu'elle n'est pas en voie de réaliser son plan 2026, considère qu'il ne s'agit pas d'un simple décalage de production, mais d'un écart structurel qui nécessite un redressement immédiat. La minière a donc pris des dispositions en invoquant la santé de la mine, l'état des actifs, les contraintes de fiabilité et les pressions financières soutenues qui limitent la production et lui nuisent. La direction a entrepris des démarches en licenciant du personnel, en décrétant un gel des embauches pour des postes non essentiels, en procédant à une révision rigoureuse de ses factures et à une mise à l'arrêt de certains équipements de forage, en reportant des achats et des investissements sur des actifs, en plus d'imposer d'autres restrictions, comme la limitation des déplacements qui ne sont pas indispensables.

Les Métallos locaux prêts à collaborer

Le président de la section locale 5795 du Syn-

dicat des Métallos/Steelworkers, qui représente 1600 employés des mines de Labrador City, Mike Furlong, qui a invoqué par le passé une mauvaise planification de l'administration précédente, croit qu'il faut reconsidérer les attentes concernant l'extraction du minerai de fer pour 2026 en les évaluant à la baisse. Selon lui, il faut revoir la prévision de 21 millions de tonnes (Mt) anticipées il y a plus d'un an en espérant plutôt 15 à 16 Mt. Il confie que le climat de travail est affecté par ce remaniement et a confié être prêt à collaborer avec l'entreprise afin de contribuer à l'amélioration de la productivité et à l'accroissement de la production afin d'éviter des licenciements.

La majorité des installations de Rio Tinto IOC, qui emploie près de 3000 travailleurs, se trouve à Labrador City et à Sept-Îles.



L'entrée du site minier de Carol Lake à Labrador City. Photo: Éric Cyr (TDM)

CHURCHILL FALLS

CODY BRODERICK - LE GABOTEUR - IJL (ATL)

Retour à la table de négociations

Le premier ministre, Tony Wakeham, et le ministre provincial de l'Énergie et des Mines, Lloyd Parrott, ont présenté le 19 mai dernier le rapport d'analyse du projet d'entente sur Churchill Falls, dans lequel son comité indépendant cite «plusieurs problèmes fondamentaux.»

Terre-Neuve-et-Labrador et le Québec avaient jusqu'au 30 avril pour finaliser un nouvel accord sur Churchill Falls. Environ trois semaines plus tard, le premier ministre Tony Wakeham a rendu publique l'analyse indépendante du projet d'entente, qui, pour son gouvernement progressiste-conservateur, constitue la preuve irréfutable qui étaye la campagne politique menée par le parti l'automne dernier: le projet de Churchill Falls doit être repensé.

Le comité qui a réalisé le rapport, composé de Chris Huskilson, Guy Holburn et Mike Wilson, fait remarquer que le projet d'entente signé par les anciens premiers ministres Andrew Furey et François Legault «n'est pas dans l'intérêt public.»

Le protocole d'entente avait pour but de remplacer le contrat sur Churchill Falls de 1969, qui est censé durer jusqu'en 2041. Les politiciens de Terre-Neuve-et-Labrador décrient depuis longtemps cette entente, car Hydro-Québec achète l'électricité à 0,2 cent le kilowattheure et le revend à un tarif beaucoup plus élevé. En 2023, Hydro-Québec revendait cette électricité à 10,3 cents le kilowattheure. La centrale de Churchill Falls fournit actuellement environ 15% de l'énergie du Québec.

Le nouvel accord proposé aurait vu Hydro-Québec payer un prix pour l'électricité de Terre-Neuve-et-Labrador à 5,9 cents le kilowattheure d'ici 2075, soit 30 fois de plus qu'on paie maintenant. En échange, la province aurait autorisé Hydro-Québec à construire deux nouvelles centrales électriques à Churchill Falls et à Gull Island.

Dans son rapport, le comité explique que sur les 227 milliards de dollars prévus pour Terre-Neuve-et-Labrador dans le cadre de l'entente, la province ne verrait que 31 milliards de dollars. On estime que, sur ces 31 milliards, 9,2 milliards seraient versés à Terre-Neuve-et-Labrador avant 2042.

En plus des modèles «problématiques» de tarification et de paiement, on croit avoir accordé à Hydro-Québec un niveau de contrôle trop élevé alors que Newfoundland and Labrador Hydro aurait un accès restreint à l'électricité provenant de Churchill Falls.

Le rapport accuse également l'ancien gouvernement libéral d'avoir «dépassé les limites d'une manière qui a nui aux résultats des négociations».

Recommandations et autres possibilités

Dans l'optique d'un nouveau cadre offrant davantage de valeur ajoutée, de puissance et de capacité de transmission pour Terre-Neuve-et-Labrador, monsieur Wakeham se dit prêt à entamer de nouvelles négociations avec le Québec.

Lors de son discours, il a annoncé une nouvelle équipe de négociation qui comprend Jennifer Williams, présidente-directrice générale de Newfoundland and Labrador Hydro, Jerome Kennedy, avocat et ancien ministre du Parti conservateur, et Barry Perry, ancien président-directeur général de Fortis Inc.

Les cinq recommandations suivantes guideront la nouvelle équipe dans sa mission:

1. Le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador devrait déterminer, sur la base d'une analyse approfondie des options de développement économique à long terme, dans quelle mesure la production d'électricité sur le fleuve Churchill devrait apporter à la province une valeur financière par rapport à une valeur économique au fil du temps.

2. Le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador devrait approuver et soutenir la construction par Newfoundland and Labrador Hydro d'une nouvelle ligne de transport d'électricité entre Churchill Falls et l'Ouest du Labrador afin de permettre la croissance économique des industries à forte intensité énergétique de la province.

3. Le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador et Newfoundland and Labrador Hydro devraient rester engagés à établir des relations respectueuses avec les communautés autochtones et à les consulter au sujet des futurs projets sur le fleuve Churchill et au Labrador.

4. Le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador devrait évaluer rigoureusement d'autres modèles de propriété, d'exploitation et de droit d'utilisation pour la nouvelle centrale hydroélectrique de Gull Island, qui soient compatibles avec le fait que la province soit la principale bénéficiaire de la valeur financière et économique créée.

5. Le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador et Newfoundland and Labrador Hydro devraient se préparer aux futures négociations avec Hydro-Québec en élaborant une

stratégie de négociation clairement définie et un processus de gouvernance conforme aux meilleures pratiques.

À l'autre côté de la table

Nouvelle première ministre du Québec depuis la démission de François Legault en avril dernier, la cheffe du parti Coalition Avenir Québec, Christine Fréchette, vise toujours une entente «gagnant-gagnant» aussitôt que possible.

Dans une mêlée de presse à Saint-Michel-des-Saints, au Québec, soit seulement quelques heures après la publication du rapport indépendant, le ministre de l'Énergie du Québec, Bernard Drainville, s'est montré aussi déterminé à conclure un nouvel accord «gagnant-gagnant».

«L'objectif est de parvenir à un accord le plus rapidement possible», a-t-il déclaré aux journalistes. Cependant, il certifie aux ondes québécoises de *Midi info* le lendemain qu'il ne veut pas que le Québec signe à n'importe quel prix.

Dans un communiqué de presse publié cette même journée, Hydro-Québec, dit qu'«il n'y aura pas d'entente à des conditions inférieures à celles initialement convenues.»

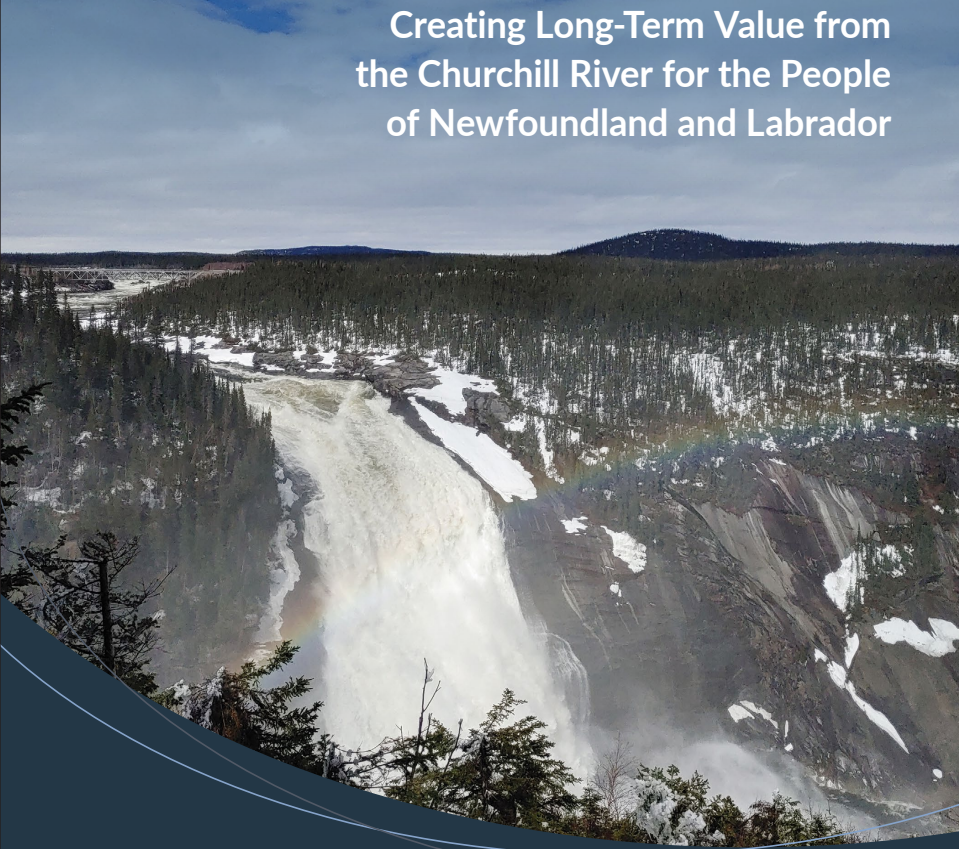
Le premier ministre fédéral, Mark

Carney, également présent à la mêlée de presse à Saint-Michel-des-Saints, a tout aussi hâte de voir la finalisation de la nouvelle entente. Celui qui a récemment annoncé le lancement d'un corridor énergétique national a confirmé que le gouvernement fédéral était prêt à faciliter la conclusion de l'entente entre les deux provinces.

Il n'est toutefois pas certain qu'un accord puisse être conclu avant les élections québécoises d'octobre prochain.

Actuellement en tête avec 30% des intentions de vote à l'approche de l'élection, selon le dernier sondage de Léger, publié le 20 mai dernier, le Parti québécois (PQ) se dit également prêt à renégocier. Et ce, pourtant, sur de nouvelles bases qui serviraient davantage les intérêts du Québec, explique Pascal Paradis, porte-parole du PQ chargé des questions énergétiques, devant les journalistes québécois lors d'un point de presse le 20 mai dernier.

Tony Wakeham a quant à lui conclu son discours du 19 mai par un message adressé au gouvernement québécois, au gouvernement canadien et à la population de Terre-Neuve-et-Labrador: «Nous sommes prêts à négocier. Construisons ensemble quelque chose de grand.»



Creating Long-Term Value from the Churchill River for the People of Newfoundland and Labrador

Report by the Churchill River Independent Review Committee

Chris Huskilson (Chair)
Dr. Guy Holburn
Michael Wilson

April 30, 2026

Pour découvrir le rapport dans son intégralité, rendez-vous par ici: www.churchillriverreview.ca/files/IRC-Report.pdf. Photo: Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador

TÉMOIGNAGE

JEAN-CHARLES GARNIER

Le chien jaune

Elle est arrivée chez nous dans les bras de notre fils alors qu'elle n'avait que quelques mois. Elle était vraiment adorable, une petite boule d'amour inconditionnel dotée d'un regard intelligent et plein d'espoir de conquérir notre cœur.

Nous ne voulions pas d'autre chien. Surtout pas de gros chien. Nous avions déjà deux chihuahuas et c'était bien suffisant. Notre fils s'était épris de ce chiot au passé trouble qui lui avait été donné et il a travaillé très fort pour nous convaincre de l'accueillir dans notre maison. Il semblait déjà tellement attaché à elle, nous avons été incapables de nous résoudre à lui briser le cœur. Nous avons cédé en échange de la promesse qu'il s'en occuperait correctement.

Luna, comme il l'a nommée, est ainsi entrée chez nous comme de la visite non désirée. Je ne l'aimais pas. Je ne voulais pas m'en occuper. Je ne la flattais pas, ne la nourrissais pas et il était hors de question que je ramasse ses dégâts. J'avais plié sous la pression familiale pour lui laisser sa chance avec nous et je ne ressentais que de l'amertume envers cet animal qui m'avait en quelque sorte été imposé. Je ne faisais que la tolérer.

Les mois ont passé, le petit chiot si mignon a grandi et est devenu un jeune chien adolescent ayant besoin de bouger. Plus tard, une analyse de son ADN nous révélera ses racines de chien de traîneau, soit un mélange de Husky Sibérien, d'Eskimo Canadien et une bonne part d'amalgame génétique appelé «SuperMutt». Nous ne le savions pas encore à ce moment mais ce chien avait un immense besoin d'activité physique et il nous l'a fait comprendre bien à sa façon en se faisant les dents sur les moulures et les plinthes partout dans la maison. J'étais furieux et je détestais encore plus ce chien. Notre fils, malgré sa promesse de bien s'occuper de sa protégée, avait commencé une formation professionnelle qui le tenait occupé toute la semaine et bien évidemment, il manquait de temps

pour lui donner l'activité physique dont elle avait besoin. De mon côté, j'ai toujours été très actif et consacré la quasi totalité de mes journées de congé à des activités de chasse, pêche, plein-air et autres loisirs en forêt. Je quittais la maison à tous les matins pour aller m'aérer l'esprit, fusillant du regard le chien qui me regardait d'un air piteux franchir la porte, contraint de passer une autre journée enfermé dans la maison avec les deux chihuahuas qui dormaient toute la journée sur le canapé du salon.

C'est mon épouse qui m'a ouvert les yeux et m'a fait comprendre que si je voulais éviter de voir le chien détruire tout dans la maison par manque d'exercice et devoir passer des heures à réparer les dégâts, j'avais avantage à m'impliquer un peu et répondre à ses besoins non comblés. C'est ainsi que j'ai commencé à amener Luna avec moi.

Une balade en VTT où elle courrait à côté de moi dans le sentier, une marche au GPS en forêt pour explorer de nouveaux territoires inconnus, la belle Luna courant après tout ce qui bougeait, oiseaux, écureuils ou lièvres, une sortie de pêche aux brochets, le chien sautant partout dans la chaloupe et aboyant après ce gros poisson gigotant frénétiquement dans le bateau. L'hiver, des sorties de chasse aux lagopèdes en motoneige où ma coéquipière se charge d'aller recueillir mon gibier dans la neige. Bref, après avoir ouvert mon esprit à inclure Luna dans mes activités, elle s'est mise à me suivre partout, à dépenser son énergie en forêt plutôt qu'à tout détruire dans la maison.

Ainsi depuis trois ans, un lien d'amitié, de confiance et de complicité s'est

développé petit à petit entre nous. Luna connaît mes habitudes, elle sait quand je me prépare pour aller travailler et elle reste bien sagement couchée dans un coin. Mais lorsqu'elle comprend qu'une activité de loisir en forêt se dessine, elle est posée devant la porte, impatiente de me suivre dans mes aventures.

J'ai subi récemment une opération chirurgicale qui m'a mis au repos forcé durant quelques mois. Dès mon retour à la maison après mon hospitalisation, Luna a immédiatement compris que j'étais affaibli et incapable de poursuivre nos activités régulières. Elle ne m'a jamais quitté des yeux durant toute ma convalescence, restant sagement à mes côtés et veillant patiemment sur moi. J'ai réellement ressenti à ce moment toute la profondeur de son amitié pour moi, de sa fidélité et comment ce chien me protégerait toujours de façon instinctive. Elle a été une amie infailible durant cette période difficile et elle ne m'a jamais laissé tomber.

Je suis maintenant de retour en pleine forme et j'ai repris mes activités physiques en forêt, au plus grand plaisir de Luna. Son vrai maître, notre fils, aura bientôt complété son parcours d'apprentissage professionnel s'échelonnant sur trois ans et il quittera le nid familial, emportant avec lui sa protégée. Et ce sera bien ainsi. C'est son chien et il sera en mesure de bien s'en occuper. J'aurai été de passage dans la vie de Luna, comme un ami l'aidant à traverser une période où elle aura eu besoin de ma présence mais elle vivra une autre étape lorsqu'ils partiront ensemble.

Je continuerai de pratiquer mes loisirs en forêt seul, mais je n'oublierai jamais mon amie Luna et son magnifique pelage blond pâle, d'où le surnom de "chien jaune" que je lui ai affectueusement donné.

Jamais je n'aurais cru dire cela d'elle mais elle a conquis mon cœur et elle me manquera.



Photo: Jean-Charles Garnier

ERRATUM

Dans le numéro du 4 mai de VOTRE journal, certaines photos et légendes mettant en vedette des artistes du Congrès de tatouage de St John's ont été mélangés lors de la mise en page, sous le nez de l'équipage! Brandon Campbell n'est pas l'auteur de la photo en couverture, qui a été prise et fournie par l'artiste Fonzy. La mauvaise page Instagram a été indiquée pour l'artiste Anem, que vous pouvez découvrir ici: [@anem_illus](#)

Le GABOTEUR 

Le Gaboteur est le journal francophone de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 1984. Il est publié en versions papier et numérique par la société sans but lucratif LE GABOTEUR INC.

SIÈGE SOCIAL

223-233 rue Duckworth, suite 204
St. John's (TNL) A1C 1G8

1(709)753-9585

Un gaboteur, c'est un bateau qui transporte des marchandises ou des personnes de port en port. C'est aussi une personne qui se promène un peu partout et rapporte des nouvelles.

Canada

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cyr Couturier
Ysabelle Hubert
Andrée Thoms
Marilaine Landry
Fairouz Amirouche
Axel Belgarde

Contact: ca@gaboteur.ca

ÉQUIPE

Directeur général
Jérémy Pommier - dg@gaboteur.ca

Rédacteur en chef
Cody Broderick - redaction@gaboteur.ca

Adjointe à la rédaction
Jessica Tucker - admin@gaboteur.ca

Mise en page
Mohera-Lily Baird-Georges

Ont collaboré à ce numéro
Éric Cyr (*Le Trait d'Union du Nord*), Jean-Charles Garnier, John Babb, M'taya Bradford-Gear, Maya Marmouche, André Magny

Impression: Advocate Printing
Distribution (dernier numéro): 800 exemplaires
ISSN 0836-8155

PUBLICITÉ

Représentation nationale
Réseau Sélect
dblankchette@reseauselect.ca
Terre-Neuve-et-Labrador, Saint-Pierre et Miquelon
Le Gaboteur Inc.
info@gaboteur.ca, www.gaboteur.ca/annoncer

ABONNEMENT

Tarifs pour un an, avant taxes

CANADA Papier + numérique: 35 \$
Numérique (Canada): 25 \$
INTERNATIONAL Numérique: 30 \$
Papier + numérique: 130 \$

www.gaboteur.ca/abonnez-vous

réseau@presse
médias professionnels de l'info locale

FIER MEMBRE

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE 2021
meilleur projet numérique de l'année

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE 2022
meilleur chronique

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2023
meilleur article arts et culture
meilleure photographie
meilleur projet spécial imprimé

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2024
pour la qualité éditoriale et graphique
meilleur article arts et culture
meilleure photographie
meilleur projet spécial imprimé

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2025
pour la qualité éditoriale
meilleur article arts et culture
meilleur article communautaire

LE GABOTEUR INC. est membre du Réseau.Presse. Nous sommes fiers d'appuyer la Fondation Donatien Frémont.

AÉROPORT DE WABUSH

ÉRIC CYR - LE TRAIT D'UNION DU NORD

Des enjeux opérationnels ravivent le débat sur sa gouvernance

L'aéroport régional de Wabush, une infrastructure stratégique pour l'Ouest du Labrador et la ville voisine de Fermont, au Québec, a récemment fait face à des défis opérationnels qui relancent les discussions à Ottawa sur son mode de gestion et, plus largement, sur l'avenir des petits aéroports régionaux au Canada. Exploité par le gouvernement fédéral par l'entremise de Transports Canada, cet aérodrome constitue un maillon essentiel de la mobilité dans cette région isolée où les alternatives terrestres et ferroviaires demeurent limitées. Il assure notamment le transport de passagers, de travailleurs miniers et de patients nécessitant des transports médicaux urgents.

Au cours des dernières années, l'aéroport a connu plusieurs épisodes de perturbations préoccupantes. Des enjeux liés à la conformité de certains équipements, notamment en matière de services de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs, ont occasionné des interruptions temporaires ou des limitations du service aérien. À cela s'ajoutent des contraintes climatiques fréquentes dans le Nord, qui compliquent l'entretien des pistes et la régularité des vols.

Ces dérèglements ont eu des effets directs sur la population locale. Dans une région où l'avion représente souvent le seul moyen rapide de déplacement, toute interruption se traduit par des retards dans des soins médicaux, des dérangements dans l'approvisionnement et des impacts sur les activités minières, un pilier économique du secteur.

Modèle de gestion remis en question

Ces difficultés alimentent un débat plus large sur la gestion des infrastructures aéroportuaires régionales au Canada. Le modèle actuel, dans lequel plusieurs petits aéroports sont administrés par le gouvernement fédéral, est de plus en plus questionné par le gouvernement de Mark Carney en raison

de ses coûts d'exploitation et de la complexité de maintenir des services dans des zones peu densément peuplées. Dans ce contexte, certaines réflexions politiques évoquent la possibilité de revoir les structures de gouvernance. Parmi les scénarios discutés figurent des partenariats public-privé, un transfert de gestion à des instances régionales ou encore une implication accrue d'opérateurs privés dans l'exploitation quotidienne. Des débats plus larges sur l'optimisation des actifs fédéraux, parfois associés à des orientations politiques fédérales actuelles et futures, incluent également la question des infrastructures nordiques. Toutefois, aucune décision officielle n'a été annoncée spécifiquement concernant l'aéroport de Wabush.

Enjeux économiques et sociaux majeurs

Toute évolution vers une forme de privatisation ou de transfert de gestion soulève des préoccupations importantes dans la région. Les acteurs socio-économiques locaux craignent notamment une augmentation du coût des billets d'avion, une réduction des services jugés non rentables et une priorisation accrue des besoins industriels au détriment des services essentiels comme les évacuations médicales.

À l'inverse, certains observateurs fédéraux estiment qu'un modèle de gestion différent pourrait hypothétiquement permettre d'accélérer les investissements nécessaires à la modernisation des infrastructures et d'améliorer la réactivité opérationnelle alors que les intervenants régionaux craignent que celui-ci soit une fausse «piste» éphémère qui puisse coïncider avec un sous-financement et un délaissement du service local.

Infrastructure essentielle pour une région isolée

Au-delà des considérations économiques et politiques, l'aéroport de Wabush demeure avant tout une infrastructure vitale pour l'Ouest du Labrador et la communauté voisine de Fermont. Son rôle dépasse largement le transport aérien commercial: il constitue un outil de désenclavement, de sécurité sanitaire et de soutien aux activités industrielles.

Dans un contexte où les besoins de la région sont élevés et les contraintes opérationnelles importantes, l'équilibre entre efficacité économique et service public continuera d'alimenter les discussions et de susciter les passions.

Subrepticement en route vers une privatisation?

La députée de Côte-Nord-Kawawachikamach-Nitassinan, Marilène Gill, du Bloc québécois, s'interroge au sujet d'un projet de loi discret et nébuleux destiné à obtenir furtivement des renseignements de la part des administrations aéroportuaires. Il appert que le gouvernement fédéral pourrait avoir l'intention inavouée de privatiser en douce l'aéroport régional de Wabush, au Labrador, qui assure également le service aérien pour Fermont au Québec.

ÉRIC CYR - *Le Trait d'Union du Nord*

La députée nord-côtière se demande si Ottawa veut faire de l'argent rapide avec les aéroports qui relèvent du ministère des Transports du Canada et a dénoncé, le 13 mai 2026, l'intention sournoise du gouvernement Carney de déposer, de façon discrète, un projet de loi qui constituerait une première étape inavouée visant à privatiser certains aéroports qui appar-

tiennent à Transports Canada, ce qui pourrait toucher six aéroports de sa circonscription en plus de l'aéroport régional de Wabush, situé au Labrador, qui dessert aussi la Côte-Nord du Québec.

«Dans la mise à jour économique déposée le 28 avril, on peut lire que «le gouvernement analyse des possi-

bilités d'exploiter la valeur des aéroports pour investir dans la croissance à long terme du Canada, notamment par des modes de propriété différents». Cela signifie qu'il fait l'inventaire pour savoir combien de revenus la vente de certains aéroports pourrait engendrer plutôt que de faire l'inventaire des besoins des citoyens et d'y répondre», explique madame Gill.

Scénario dramatique pour la région

«Quelles seront les conséquences pour la population des régions dites éloignées et pour les citoyens de communautés souvent enclavées, dont les besoins essentiels, la sécurité et l'économie dépendent du transport aérien, si le gouvernement se départit de ses aéroports? On le sait, le privé vise à maximiser les profits. Alors qui voudra acquérir un aéroport qui génère peu, ou pas, de profits, en plus d'être obligé d'investir dans son entretien et sa réfection? Je crains que le gouvernement Carney ait déjà dans ses cartons l'objectif de mettre

en catimini la clé dans la porte de certains aéroports», confie la députée nord-côtière. «Voilà pourquoi je veux des réponses maintenant sur les intentions réelles des libéraux derrière ce projet de loi», résume-t-elle.

«J'ai d'ailleurs demandé une rencontre au cabinet du ministre des Transports, Steven MacKinnon. Il faut absolument sensibiliser le ministre aux impacts nocifs de la vente de ces actifs pour faire un coup d'argent rapidement au lieu de créer de la richesse pour mieux soutenir nos communautés, où qu'elles soient. On a besoin de connaître la liste des aéroports détenus par Transport Canada qui seront exclus d'un tel projet de vente, car ils ne pourraient pas être viables dans un système privatisé ni intéresser des investisseurs. Si le gouvernement Carney se débarrasse de nos aéroports, ça peut bien paraître dans son bilan artificiellement gonflé, mais un gouvernement responsable ne peut pas gérer ses actifs à la petite semaine en mettant en péril des communautés», conclut la députée bloquiste.



L'aéroport de Wabush au Labrador sera-t-il cédé éventuellement par le gouvernement Carney au secteur privé ou est-ce que cela soulèverait une levée de boucliers? Photo: Éric Cyr (TDN)

TOURISME

DES COLLABORATIONS SUR LES CÔTES

Quand il est question de tourisme, tout territoire souhaite mettre en avant les meilleures facettes de leur région. Mais qu'est-ce qui se passe quand deux territoires collaborent pour enrichir cette offre? Explorons deux partenariats touristiques bilingues, l'un à la frontière québéco-labradorienne et l'autre à la frontière franco-terre-neuvienne, qui témoignent que l'union fait sans doute la force.

Quand l'entrepreneuriat rime avec le partenariat

Avec de jeunes entrepreneurs à la barre, deux entreprises familiales collaborent cette année pour proposer des expériences touristiques sur la péninsule du Québec-Labrador.

JOHN BABB - LE GABOTEUR - IJL

Pour les municipalités de la Côte-Nord du Québec et dans le sud du Labrador, l'été apporte plusieurs touristes qui suivent la route de l'Expédition 51. Près du détroit de Belle-Isle et du golfe de Saint-Laurent, la péninsule du Québec-Labrador est notamment un haut lieu pour des rencontres avec des icebergs, des baleines et d'autres merveilles de la mer. Deux femmes d'affaires de cette région interprovinciale unissent des forces pour proposer des expériences partagées insolites.

Shae-Lynn Roberts est directrice des opérations de la Ferme de la Baie du Saumon, qu'elle a achetée en 2022. Sa famille est enracinée à Rivière-Saint-Paul au Québec depuis cinq générations et fait découvrir aux touristes le monde de l'aquaculture des pétoncles par le biais d'activités bilingues telles que des excursions en bateau et des dégustations. La Ferme propose également des hébergements à l'Auberge Whiteley Inn.

Ayant considéré ouvrir une entreprise depuis longtemps, Shena Fowler, quant à elle, a lancé Whaler's Quest Ocean Adventures à Red Bay au Labrador pour offrir des circuits en bateau, des randonnées et des expériences culinaires.

La population locale au cœur

Si ces entrepreneures sont passionnées par le partage de leur région natale, l'entrepreneuriat en tourisme ici vient avec des défis, notamment en raison de la logistique de transport et de la population modeste.

Pour Shena Fowler, une des joies de l'entrepreneuriat en région rurale est la collaboration et l'échange d'idées pour trouver des solutions à de tels problèmes.

«Des fois vous n'avez pas d'équipe ou de temps comme ça pour tout faire», ajoute Shae-Lynn Roberts. Elle souligne que la collaboration est «une bonne façon d'augmenter [la visibilité]

de toute la région de la côte».

Le manque de logements à Red Bay a notamment poussé les femmes d'affaires à la collaboration.

Si la Ferme de la Baie du Saumon se trouve dans une autre ville, dans une autre province, à 130 kilomètres de route, madame Fowler s'est demandée «si Destination Labrador et [Tourisme Côte Nord] travaillent ensemble, pourquoi les petites entreprises ne devraient-elles pas collaborer, faire de même?».

Alors que les clients peuvent profiter des expériences touristiques proposées par Whaler's Quest sur le côté labradorien, soit des circuits en bateau ou des boil-ups de fruits de mer, ils peuvent manger et se loger sur le côté québécois chez l'hébergement proposé par la Ferme de la Baie du Saumon. Madame Fowler croit que collaborer avec la Ferme assure une expérience unique sur la péninsule, notant en particulier le logement en géodôme près de la côte.

De telles collaborations sont importantes pour la vitalité d'une telle région rurale, selon Shae-Lynn Roberts, qui souligne l'exode jeunesse de la région. «Beaucoup de personnes quittent pour des études, ils ne reviennent pas. Mais pour nous, c'est un mode de vie spécial que je veux pour mes enfants», dit-elle. «Pour faire ça, tu dois avoir du travail, donc c'est important pour nous de partager les régions et la connexion avec Québec-Labrador.»

«On n'a jamais eu beaucoup ici», ajoute madame Fowler, réfléchissant sur son enfance. Cependant, depuis ce temps-là, elle explique que plus de jeunes entrepreneurs ajoutent à l'offre. «C'est bien juste de voir notre petite région se développer et grandir lentement», dit-elle en souriant.

«Si vous êtes un jeune entrepreneur dans une communauté rurale comme ça, vous êtes fier de vivre ici et vous aimez partager la culture [et] la communauté», explique Shae-Lynn Roberts.

Cultures semblables

En raison des similarités entre les communautés qui façonnent la péninsule, la collaboration interprovinciale représente une solution naturelle pour madame Fowler. Elle note en particulier qu'avant l'introduction de l'autoroute translabradorienne, les résidents de Red Bay ont toujours fait des connexions avec les peuples de la Côte-Nord du Québec. Ayant traversé la frontière plusieurs fois pendant son enfance pour des sports, elle ajoute que les Québécois et les Labradoriens font de même pour soutenir des entreprises, pour faire la chasse ou la pêche.

«Notre culture est très semblable, vous savez?» explique la Labradorienne. «Même si c'était deux provinces, nous ne le considérons pas comme ça. Nous le voyions plus ou moins comme "vous savez, nous sommes des *coasters*".»



La municipalité de Red Bay, dans le sud-est du Labrador, et une ancienne station baleinière basque, aujourd'hui inscrite au patrimoine mondial UNESCO. Photo: Maciej (Flickr)

FAIRE SON PLEIN SUR LA ROUTE TRANSLABRADORIENNE

Pour tout amateur d'évasion à grande échelle, l'Expédition 51° propose plus de 2000 km de découvertes réparties sur deux provinces. Le circuit part en direction nord de Baie-Comeau au Québec et contourne l'astrolème de Manicouagan avant d'arriver à Fermont, à la frontière Québéco-Labradorienne. Il faufile ensuite le long de la route Translabradorienne avant de descendre vers la Basse-Côte-Nord jusqu'à Blanc-Sablon. À partir de Blanc-Sablon, montez à bord d'un traversier qui parcourra 500 km de côte et vous déposera à Kegaska, puis reprenez la route pour vous rendre de nouveau à Baie-Comeau.

L'Expédition 51° parcourt de vastes étendues de forêt et de montagnes avant de rejoindre la côte sud-est du Labrador. En voyageant dans cette région isolée, les conducteurs doivent s'assurer d'avoir suffisamment d'essence, car de longues distances peuvent s'étendre entre des stations-service. Sur la côte labradorienne, on compte aujourd'hui une station-service de moins. BNL Enterprises, le dépanneur de Red Bay, a fermé ses portes en début de 2025, lorsque les propriétaires de 20 ans l'ont mis en vente. Il était autrefois la seule station-service sur les 165 km qui déferlent entre les municipalités de Port Hope Simpson et Pinware. Sa fermeture fait en sorte que les habitants de Red Bay sont désormais contraints à faire 30 km de route pour faire leur plein, et présente un défi de plus pour les touristes voyageant sur la route 510. **(JT)**

Plus visibles quand nous travaillons ensemble

L'île de Terre-Neuve n'est plus un territoire français depuis longtemps, mais elle demeure étroitement liée à la collectivité française de Saint-Pierre-et-Miquelon grâce au travail de plusieurs intervenants des deux côtés de la frontière. L'archipel et l'organisme terre-neuvien sans but lucratif Destination St. John's ont récemment signé un partenariat pour améliorer la visibilité touristique du vieux Rocher et du Caillou.

JESSICA TUCKER

Kathleen Gudmundsson est l'agente de liaison pour Saint-Pierre-et-Miquelon à Destination St. John's. En poste depuis mi-février, elle a déjà représenté l'organisme à plusieurs salons de tourisme autour du Canada, mettant en valeur l'idée de visiter les deux territoires simultanément.

«Saint-Pierre-et-Miquelon est un voisin assez proche de Terre-Neuve-et-Labrador, on a des histoires très similaires», raconte l'agente bilingue. «Au niveau touristique, si des gens viennent voir Terre-Neuve-et-Labrador, ils veulent souvent aller à Saint-Pierre-et-Miquelon également, et vice versa.»

Destination St. John's fait la promotion de plusieurs organismes membres qui ne sont pas nécessairement, malgré son nom, tous dans la ville de St. John's. L'organisme est également impliqué dans la gestion d'événements d'envergure, tels que les Jeux du Canada et le Brier Montanà's, qui ont débarqué à Terre-Neuve-et-Labrador dans les dix derniers mois.

L'année dernière, Saint-Pierre-et-Miquelon a lancé un appel d'offres à l'échéance de son accord de dix ans avec Legendary Coasts of Eastern Newfoundland. Destination St. John's croyait que ce partenariat devait rester à Terre-Neuve-et-Labrador et a fait une offre que la Collectivité territoriale a acceptée. Les deux collaborateurs ont signé un accord ensemble en décembre dernier.

Selon l'agente de liaison, c'est tout à fait logique de faire de la promotion touristique de Terre-Neuve-et-Labrador et de Saint-Pierre-et-Miquelon en même temps. Sur la péninsule de Burin, à 20 km de l'archipel, on propose souvent des forfaits de visite pour faire découvrir les deux régions en même temps, et madame Gudmundsson souligne le fait que des entreprises qui opèrent depuis longtemps dans les deux territoires existent.

Visibilité accrue

La croissance touristique mutuelle est à l'affiche du nouvel accord. Malika Halili-Poirier, Directrice Communication, Développement Territorial, Attractivité et Tourisme pour Saint-Pierre-et-Miquelon, souligne que les attentes de la Collectivité territoriale «s'inscrivent avant tout dans une logique de retombées concrètes pour l'économie locale.»

«Il est essentiel que les bénéfices touristiques générés par cette collaboration profitent directement aux acteurs de l'archipel», poursuit-elle. «Hébergers, restaurateurs, commerçants et prestataires d'activités.»

Afin de générer ces bénéfices touristiques, Kathleen Gudmundsson de Destination St. John's souhaite diffuser plus largement des informations générales sur l'archipel, qu'elle juge indispensables pour toute personne voulant faire le voyage.

«Surtout dans l'est du Canada, on connaît de plus en plus Saint-Pierre-et-Miquelon comme destination», dit-elle. «Mais, ce que je vois souvent, c'est qu'on ne sait pas trop comment s'y rendre.»

Dans de telles situations, madame Gudmundsson explique que les personnes ont tendance à se tourner vers les réseaux sociaux pour des précisions, là où la désinformation se propage rapidement. Une des facettes de son travail est de contrer ces fausses informations. C'est ce qu'elle appelle «la promotion raisonnée» d'un séjour sur l'archipel. Ceci prend en considération les particularités de logement et de déplacement sur le territoire, ainsi que les conditions de voyage international, souvent sous-cotées lors des discussions en ligne. L'agente ne mâche pas ses mots : si vous voulez visiter Saint-Pierre-et-Miquelon, vous devez vous y prendre à l'avance.

«Ce n'est pas le moment de demander à ChatGPT quels documents de voyage sont nécessaires», affirme-t-elle. À cette fin, madame Gudmundsson propose aux organismes touristiques une présentation des informations à tenir en compte en voyageant à Saint-Pierre-et-Miquelon. Elle souligne que des différences existent entre les deux territoires, mais aussi plusieurs similitudes.

Madame Halili-Poirier penche sur ces similitudes. Elle indique que la Collectivité territoriale souhaite aller plus loin avec le nouvel accord et «construire un fort storytelling d'une expérience combinée Canada TNL et France SPM.»

Les femmes sont toutes les deux reconnaissantes pour les dix années de travail accomplies par Legendary Coasts of Eastern Newfoundland, l'ancien partenaire de la Collectivité territoriale. Pendant cette période, Saint-Pierre-et-Miquelon a connu une augmentation de sa fréquentation touristique de 40%, malgré l'éclosion de la pandémie COVID-19 en 2020. Madame Halili-Poirier précise que «le premier partenariat, avec Legendary Coasts, a été le déclencheur», permettant une présence accrue sur le marché canadien.

Pour sa part, madame Gudmundsson se dit chanceuse, car elle a pu profiter des bonnes relations avec les prestataires de Saint-Pierre-et-Miquelon, établies et maintenues par Legendary Coasts of Eastern Newfoundland, lors de son entrée en poste. Elle fait savoir que ce dernier reste toujours un collaborateur proche, prêt à répondre à toutes ses questions.

Comment faire?

La promotion de tout lieu touristique repose largement sur la visibilité, et Destination St. John's travaille déjà à mettre Saint-Pierre-et-Miquelon plus en lumière. Madame Gudmundsson explique que l'organisme refait son site Web pour créer une section dédiée à la Collectivité territoriale. Destination St. John's a dépêché une équipe de marketing pour capturer la richesse du territoire en photos, que l'organisme utilisera ensuite en ligne et sur des matériels promotionnels pour encourager les visiteurs à s'y rendre.

Madame Halili-Poirier dit attendre «une réelle montée en compétences communes et un travail en synergie» entre les deux territoires.

«Cette collaboration devra aussi se traduire par

une présence renforcée de la destination au Visitor Information Centre de Fortune, qui constitue une porte d'entrée stratégique vers l'archipel», précise la directrice.

Madame Gudmundsson penche également sur l'importance du Visitor Information Centre, là où elle était conseillère de voyage en été 2025. Le Centre, avec son personnel bilingue, est un point de repère incontournable sur la péninsule de Burin pour les touristes canadiens et français pareils. Le bilinguisme du personnel est primordial, selon madame Gudmundsson, qui dit que cela permet d'offrir le meilleur service touristique des deux côtés de la frontière.

Une proportion croissante des visiteurs à Terre-Neuve-et-Labrador sont des Franco-canadiens, venus en VR pour profiter de la nature et de l'abondance de ses terres de la couronne. Cette population s'intéresse également au voyage à Saint-Pierre-et-Miquelon, et se rend souvent sur la péninsule de Burin à cette fin. Les Français qui séjournent à Terre-Neuve-et-Labrador bénéficient eux aussi de cette sensibilité linguistique.

Une nouveauté que madame Gudmundsson veut implémenter cette année est une formation pour le personnel du Visitor Information Centre sur la région du Burin.

«Il y a toujours eu ces visites de familiarisation à Saint-Pierre-et-Miquelon», dit-elle. «Je veux organiser la même chose pour la région Burin avec un de nos partenaires touristiques. Même si les gens qui viennent au Visitor Information Centre veulent aller à Saint-Pierre-et-Miquelon, je veux pouvoir leur fournir des informations sur la péninsule aussi.»

Madame Gudmundsson se dit très contente de ce nouveau partenariat avec la Collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon. Elle souligne néanmoins que l'année 2026 ne marque que le début d'une collaboration qui s'épanouira sur une période minimale de cinq ans.

«On veut vraiment que ça soit bénéfique pour Saint-Pierre-et-Miquelon et pour Destination St. John's aussi», conclut-elle.



Kathleen Gudmundsson croit que si le tourisme est en train de croître sur un territoire, c'est sûr que le territoire avoisinant connaîtra une croissance aussi. Photo: Bianca lasenzanero (Courtoisie)

ARTS VISUELS

JOHN BABB

Un après-midi en compagnie de Peter Lewis

Comment traduire l'énergie du vieux Rocher en peinture? Peter Lewis, qui avoue que son «cœur est ici à Terre-Neuve», s'exprime sur son processus créatif et de l'importance de représenter les multiples villes vives de sa province.

Les teintes de la ville capitale évoquent des images des maisons de jelly bean row. Au cœur de St. John's, la galerie Peter Lewis expose des paysages robustes, de grandes villes et de petits villages, interprétés par divers artistes.

Peter Lewis a choisi la peinture à l'huile comme médium. Il travaille principalement en plein air et représente ainsi beaucoup de régions rurales de Terre-Neuve-et-Labrador dans son travail. «Il y a beaucoup de Terre-Neuviens qui n'ont pas vu la province, une grande province avec un grand coastline. Il y a beaucoup à voir», affirme-t-il en français.

Parcours international

Peintre qui a centré son travail sur Terre-Neuve-et-Labrador, Peter Lewis a passé une grande partie de sa jeunesse à l'étranger et dans des cultures différentes. Né dans une famille terre-neuvienne en Angleterre, avant de s'établir à St. John's, il a déménagé à l'Ouganda avec ses parents, où son père a exercé la médecine. Il enseigne par la suite en Eswatini, en Afrique du Sud et à Ogoki, une communauté ojibwée du nord de l'Ontario. Pendant une année, il étudie le français à Chicoutimi.

C'est grâce à l'influence de son ami, un enseignant d'art originaire de Stephenville Crossing, qu'il a découvert la peinture. Enchanté par son expérience dans le garage de cet ami, il s'est lancé dans des cours de dessin et de peinture.

Au fil des années suivantes, son cheminement artistique a évolué progressivement. Il a pris des pauses professionnelles dans sa carrière en éducation physique pour se former en art. Après avoir participé à des expositions publiques à St. John's, Peter Lewis a ouvert sa propre galerie en 2009, tout en continuant à enseigner pendant huit ans. Aujourd'hui à la retraite, sa galerie présente une gamme de points de vue vibrants sur Terre-Neuve-et-Labrador.

«Mon cœur est ici à Terre-Neuve»

Des couchers de soleil à Fogo Island jusqu'aux lupins de Nippers Harbour, l'œuvre de Peter Lewis est le fruit de ses rencontres dans les régions rurales, les petites communautés et même les villes relocalisées du vieux Rocher. La présence française de la province figure dans quelques tableaux de Peter Lewis, dont un tableau de Cap Saint-Georges, intitulé *After the rain* («Après la pluie»).

L'artiste commence normalement en plein air et termine ses tableaux dans son atelier. Pour enrichir la texture de ses sujets, monsieur Lewis utilise une technique qu'il a apprise lors de ateliers de peinture animés par le peintre Christian Jequel. En utilisant un couteau à palette, il représente les textures des paysages, des nuages et de la pluie, conférant ainsi une dimension supplémentaire à ses toiles.

Tandis que le soleil bouge au cours de la journée, les



After the Rain, Cape St. George («Après la pluie, Cap Saint-Georges») de Peter Lewis. Image: Courtoisie

clichés de paysage aident parfois monsieur Lewis à préserver l'éclairage spécifique qu'il souhaite saisir. Alors qu'il travaille à l'extérieur, il remarque parfois que le sable et les mouches peuvent parfois se loger dans la peinture fraîchement appliquée, mais il accepte ce motif comme faisant partie intégrante de son travail et le laisse dans les produits finaux.

Pour l'artiste voyageur, peindre le vieux Rocher est une affaire personnelle. «Terre-Neuve est chez moi et mon cœur est ici à Terre-Neuve», dit-il avec fierté.

«Pour tous les artistes, je dirais d'avoir le fun [et] la passion», conclut-il. «Faites ce qui est dans votre cœur».

SCIENCE

ANDRÉ MAGNY - LE GABOTEUR - IJL

MUN à la grand-messe du savoir francophone

Placé sous la thématique «Sciences sans frontières», le 93^e Congrès de l'Acfas a suscité un vif engouement de la part de chercheuses et chercheurs d'expression française, à la fois en ligne et à Trois-Rivières, au Québec, du 11 au 15 mai dernier. Et parmi les 4000 intervenants différents venus à l'Acfas, il y avait Alexandre Gauthier, le seul de Terre-Neuve-et-Labrador.

Pendant une semaine, l'Université du Québec à Trois-Rivières est devenue la Mecque du savoir francophone. Plus de 3800 communications scientifiques ont été présentées et ce, dans tous les champs de connaissance, que ce soit, entre autres, en sciences pures, en santé, en sciences sociales ou en littérature. À l'heure où les occasions de présenter des recherches en français ne sont pas si fréquentes, le congrès de l'Acfas réussit un véritable tour de force depuis plus de 90 ans, en proposant un espace où le savoir foisonne et s'exprime en français.

En poste depuis un an à l'Université Memorial (MUN), au département des Langues, littératures et cultures modernes, Alexandre Gauthier n'allait sûrement pas dire non à la chance qu'il avait de prendre la parole dans la ville fondée par le Sieur de Laviolette en 1634.

Spécialiste du théâtre québécois, mais également franco-canadien comme celui qui se fait en Acadie, en Ontario et au Manitoba, cet ancien de l'Université d'Ottawa est conscient qu'un événement comme l'Acfas permet d'avoir accès à un réseau. «Il y a plusieurs profs francophones à MUN, mais ils travaillent en anglais, sauf nous, au département de français», explique-t-il dans le couloir, non loin de la salle où il a fait sa présentation.

Certes, il y a bien une revue bilingue à MUN, le *Mouseion: Journal of the Classical Association*

of Canada/Revue de la Société canadienne des études classiques, par exemple. Au sein de son département, cependant il n'y en a pas. Pour le professeur Gauthier, c'est principalement la question du réseautage qui «est une difficulté» à MUN. Son isolement en tant que seule université de la province «oblige» les professeurs à tisser des liens vers l'extérieur. «Les gens sont curieux de ce qu'on fait, car tout le monde aime Terre-Neuve!», dit-il.

S'engager

Originaire de Gatineau, quand il a accepté le poste de professeur à MUN, c'était aussi avec l'idée de s'engager au sein de la communauté francophone. Il a déjà à son actif des ateliers d'impro à St. John's avec la troupe des Amuse-Gueules.

Cet engagement fait partie de sa réflexion: «Comment nous, comme département, on peut contribuer à la vitalité de la vie francophone?». Lui qui a fondé une compagnie de théâtre quand il était à l'Université d'Ottawa, l'idée de récidiver à St. John's, ne lui est pas totalement étrangère!

Conscient que la majorité des étudiants au sein de son département - entre 100 et 150 - apprend le français comme deuxième langue, Alexandre Gauthier admet volontiers qu'apprendre le français est un effort constant. C'est sans doute pour cela que sa communication à Trois-Rivières englobait cette réalité.

Proposer un nouvel outil

Lors de son passage à l'UQTR, sa présentation s'intitulait *Genres littéraires et représentations du genre dans l'adaptation scénique de Frères d'hiver* de Michel Ouellette, un auteur franco-ontarien. Il s'agissait donc de voir la transposition d'un roman à la scène.

Suite en page 11



Le professeur Alexandre Gauthier était le seul chercheur en provenance de Terre-Neuve-et-Labrador au 93^e congrès de l'Acfas à Trois-Rivières. Photo: André Magny

QUOI DE NEUF?

JESSICA TUCKER

L'insaisissable ermite de Rimouski

Toussaint Cartier, l'ermite de Rimouski, a débarqué à l'île Saint-Barnabé en 1728. Claude La Charité, professeur de lettres à l'Université du Québec à Rimouski, présente les multiples facettes de cette personne énigmatique lors d'une conférence *Quoi de neuf?* le 13 mai dernier à St. John's.

Pendant un peu plus de 38 ans, Toussaint Cartier, originaire de Bretagne, a vécu en solitude sur une île dans le fleuve Saint-Laurent, à à peine deux kilomètres de la ville de Rimouski. Cet homme devient le personnage principal dans plusieurs récits racontés le long des 18^e et 19^e siècles. Monsieur La Charité s'intéresse aux histoires de cette époque et considère l'ermite de Rimouski comme un personnage très curieux.

Ce dernier se retire de la société en 1728, en plein milieu du siècle des Lumières. Dans une période où les philosophes idéalisés étaient tous des intellectuels engagés qui participaient dans la société, on jugeait anormal de rejeter ce mode de vie. Monsieur La Charité révèle que l'ermite Toussaint Cartier est devenu «insaisissable» car plusieurs histoires le concernant ne sont pas véridiques. Il a présenté quatre des nombreuses identités de l'ermite de Rimouski lors de la conférence.

Veuf, marin, ou descendant de Jacques Cartier?

Le roman célèbre de Frances Brooke, *The History of Emily Montague*, est à l'origine du premier profil présenté, celui du veuf inconsolable. Dans le roman, Ed Rivers, l'amour du titulaire Emily Montague, est conseillé d'aller à l'île Saint-Barnabé pour rencontrer un solitaire, Toussaint Cartier. Ed découvre lors de la rencontre que l'ermite est devenu solitaire parce qu'il avait perdu l'amour de sa vie.

Monsieur La Charité lit une citation du roman prononcée par l'ermite: «Je fis au ciel le vœu d'attendre ici le moment où je serais réuni avec celle que j'ai chérie plus que tout au monde.»

Le folklore de ce veuf inconsolable se propage jusqu'aux années 2000, grâce à un texte rédigé dans le guide touristique du Bas-Saint-Laurent 2002-2003. Il omet les origines romancières de l'histoire et raconte la même tragique histoire d'une jeune femme morte et de son veuf qui vit son chagrin seul sur l'île Saint-Barnabé, jusqu'à sa mort.

Le deuxième profil de l'ermite de Rimouski vient

de la tradition orale. Monsieur La Charité raconte d'abord que Toussaint Cartier comptait un ami au nom de Charles Lepage. Prolifique conteur, monsieur Lepage est à l'origine de la croyance populaire selon laquelle Toussaint Cartier serait un descendant de Jacques Cartier. Selon monsieur Lepage, Toussaint s'est présenté comme le cousin du célèbre voyageur français. L'acte de baptême de Toussaint Cartier, né à Saint-Brieuc à 70 km de Saint-Malo, mentionne bien un Jacques Cartier, mais Claude La Charité confirme que l'ermite de Rimouski n'avait aucun lien familial avec le Malouin.

Toussaint Cartier est aussi souvent présenté comme un homme catholique voué à faire son salut, ce qui a, selon monsieur La Charité, justifié l'édification du diocèse de Rimouski. Plusieurs hommes religieux, tels que monseigneur Joseph Signay et l'abbé Bois, parlent de sa vie et de ses vertus chrétiennes. Claude La Charité a cité le monseigneur Signay, qui décrivait les activités de l'ermite de Rimouski. Selon l'archevêque, «il s'était réservé une chambre particulière où personne n'entrait et où il se renfermait pour vaquer plus librement à l'oraison.»

L'abbé Bois, quant à lui, raconte une histoire similaire à celle de Frances Brooke, sauf qu'il œuvre sur l'idée que Toussaint Cartier était un orphelin, élevé dans le culte de son prédécesseur Jacques Cartier. Il croyait que Toussaint Cartier, l'adulte, voulait retracer les pas de Jacques Cartier et s'est dépêché vers le Québec en bateau, sauf que Dieu l'a fait couler. Seul survivant, Toussaint Cartier s'est installé sur l'île Saint-Barnabé afin de faire son salut.

Le vrai ermite

Claude La Charité tombe pendant ses recherches sur le nom de Toussaint Cartier dans l'équipage d'un navire en route pour l'Amérique du Nord. Il constate que c'est bien le vrai ermite, car le moment de la date du début de sa solitude auto imposée, 1728, coïncide avec le moment où le nom de cet individu disparaît du registre marin. Selon le registre, Toussaint Cartier était marin-pêcheur

de 1705 à 1727, effectuant 14 campagnes de pêche à Terre-Neuve, au Labrador et finalement en Gaspésie. Monsieur La Charité confirme également que Toussaint Cartier était effectivement devenu orphelin à l'âge de 12 ans. Cette information soutient l'histoire avancée par l'abbé Bois.

Deux témoignages servent à concrétiser le sort du marin-pêcheur à la fin de sa carrière. Premièrement, le romancier Pierre Loti raconte dans son roman *Mon Frère Yves* que l'habitude voulait que les marins-pêcheurs prennent leur retraite à l'âge de 40 ans. Toussaint Cartier, lui, avait tout juste 40 ans lorsqu'il a débarqué à l'île Saint-Barnabé. À Rimouski, Claude La Charité affirme que Toussaint Cartier a choisi de rester célibataire et sans enfant, se consacrant à l'Église, selon les dires de monseigneur Joseph Signay. L'ermite pratiquait la pêche à la fascine et recevait du soutien de Pierre Lepage, dont son acte de donation usufruitière à Toussaint Cartier en 1728 est la preuve.

Plusieurs proches de l'ermite de Rimouski affirment qu'il souffrait des maux de tête, des maladies et des crises d'épilepsie, tous des indications de difficultés neurologiques. Monsieur La Charité suggère que l'épilepsie de Toussaint Cartier pourrait être la clé de l'énigme. Saint Germain d'Auxerre, un saint catholique vénéré dans la région d'origine de Toussaint Cartier, était réputé pour guérir l'épilepsie. Celui-ci devient ensuite le saint patron de la paroisse de Rimouski, ville adoptive de l'ermite.

Bien qu'un mystère l'entoure, en racontant les multiples récits de la vie de Toussaint Cartier, l'ermite de Rimouski, on peut toutefois se faire une image claire de l'homme énigmatique. Celui-ci possédait une vache, qu'un homme de la communauté gardait en hiver, et cultivait des terres sur l'île Saint-Barnabé que les Rimouskois ont continué à travailler après sa mort. Claude La Charité précise que, même s'il vivait en solitude, l'ermite n'était pas complètement seul. Quand il meurt, le 30 janvier 1767, c'est le manque de fumée chez lui en plein hiver qui a signalé aux habitants de Rimouski que quelque chose de mal s'était produit. Il habitait une île, mais la communauté veillait néanmoins à son bien-être.

RÉUNIS PAR L'ABANDON

Le 14 mai dernier, l'Université Memorial (MUN) a accueilli une délégation de chercheurs de l'Université de Québec à Rimouski (UQAR) pour une journée d'étude bilingue axée sur les villages abandonnés et la préservation de leurs histoires. L'événement, au nom de **Mémoires de l'effacement: les villages disparus de l'est du Canada, 16^e - 21^e siècles**, est une initiative jointe organisée par Barry Gaulton, professeur au Département de l'archéologie de MUN, et Jean-René Thuot, professeur au Département des lettres et humanités de l'UQAR. Grégoire Boily, étudiant à la maîtrise en archéologie historique à MUN et également premier conférencier de la journée, fait savoir que le projet est en œuvre depuis plus d'un an.

Divisée en quatre séances, la journée d'étude a encouragé un dialogue sur différents sujets: la vie et le déclin des établissements de pêche, les enjeux liés à l'effacement et à la reconstruction de la mémoire, et les liens entre la mémoire et l'identité. La diversité des origines des chercheurs a permis une analyse simultanée de Terre-Neuve-et-Labrador et du Québec. La journée a culminé dans une table ronde pour discuter des enjeux humains des déplacements des populations.

Plusieurs chercheurs des deux institutions ont contribué à la journée d'étude, y compris Claude La Charité, professeur de lettres à UQAR, qui, le jour précédent, avait animé sa conférence *Quoi de neuf?* au sujet de l'ermite de Rimouski. La dizaine de chercheurs venus de l'UQAR a également assisté à cette conférence le mercredi soir.



Claude La Charité. Photo: Jessica Tucker

QUI? QUAND? QUOI?

Depuis 1984, *Le Gaboteur* a accumulé des milliers de photos, mais les personnes croquées dans ces clichés n'étaient pas toujours identifiées. De plus, beaucoup des photographies n'ont jamais été publiées, et l'équipe manque de contexte sur la plupart de ces images. En jouant à «Qui? Quand? Quoi?», vous alimenterez les vastes archives photos du journal en y ajoutant ces informations précieuses.

JESSICA TUCKER

Avez-vous déjà rendu visite à nos voisins francophones de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon? Dans cette édition de «Qui? Quand? Quoi?», nous vous donnons envie de voyager à l'international en vous présentant des photos prises à l'archipel français.

Des élèves du Centre scolaire et communautaire Sainte-Anne de La Grand'Terre ont voyagé à Saint-Pierre-et-Miquelon en 1996. Qui sont les deux personnes qui paraissent dans cette photo? Avez-vous des histoires à raconter sur ce voyage? Photo: Archives *Le Gaboteur*



Normand Formanger (G) et Bernard Félix (D) du duo musical Félix et Formanger ont été accueillis au bar Le Joinville en 1997. Pourquoi sont-ils allés à Saint-Pierre-et-Miquelon cette année-là? Quels autres artistes-compositeurs-interprètes francophones sont rendus à Saint-Pierre-et-Miquelon pour donner des spectacles? Photo: Archives *Le Gaboteur*

Qui? Quand? Quoi? en bref

Objectif: Identifier les gens, les événements et les lieux qui apparaissent sur des photos d'archives du *Gaboteur*.

Comment? Rendez-vous sur le site Web du *Gaboteur*, www.gaboteur.ca ou balayez le code QR ci-coté. Remplissez le formulaire avec toutes les informations que vous possédez.

De nouvelles photos seront ajoutées régulièrement sur notre site Web. Restez aux aguets, participez et partagez!



Cette photo du port de Saint-Pierre est l'un des rares exemples de photos panoramiques dans les archives du *Gaboteur*. Qui aurait pris cette photo, et quand? Photo: Archives *Le Gaboteur*



Ce groupe a l'air pas mal froid dans son bateau, flottant près du port de Saint-Pierre. Qui sont ces personnes? La photo date de quelle année? Photo: Archives *Le Gaboteur*



Un paquet de jeunes sur un bateau lors d'une journée ensoleillée à Saint-Pierre-et-Miquelon. Qui sont ces personnes? La photo date de quelle année? Photo: Archives *Le Gaboteur*

JEUNESSE

JESSICA TUCKER ET M'TAYA BRADFORD-GEAR

S'exprimer en français: pas toujours par cœur

Retour sur le concours d'art oratoire de la division provinciale de *Canadian Parents for French*.

Une vingtaine d'élèves francophones et en immersion française se sont réunis au bâtiment G.A. Hickman de l'Université Memorial le 9 mai dernier pour le concours d'art oratoire provincial de Canadian Parents for French-NL (CPF-NL). Le concours est l'occasion d'utiliser son français dans un milieu parascolaire, un aspect clé du mandat de CPF-NL. Les discours des élèves portaient sur plusieurs sujets tirés de la vie actuelle, tels que les dangers des boissons énergisantes et la crise de l'IA.

Cette année, CPF-NL a dévoilé une nouvelle activité pour les élèves: des séances d'improvisation en français, animées par Frédéric Blouin de la troupe des Amuse-Gueules. La manière dont la langue est employée en improvisant

diffère énormément d'un discours appris par cœur. Cette différence rend l'improvisation divertissante et permet aux élèves de s'exprimer en français dans de multiples contextes.

Lorsque certains élèves partageaient leurs discours, d'autres sont partis avec monsieur Blouin pour une découverte improvisée. Chaque élève a eu l'occasion de discourir ainsi que d'assister à un atelier d'improvisation au cours de la journée, qui a culminé avec une séance d'improvisation au style cabaret. La remise des certificats, lors de laquelle on a annoncé les gagnants, a suivi cette séance.

FRANCOPHONE		IMMERSION PRÉCOCE			IMMERSION TARDIVE + FRANÇAIS DE BASE PLUS	
Division A (9 à 10 ^e année)	Division B (11 à 12 ^e année)	Division Junior (7 à 8 ^e année)	Division A (9 à 10 ^e année)	Division B (11 à 12 ^e année)	Division A (9 à 10 ^e année)	Division B (11 à 12 ^e année)
1. Nicolas Abrard École Rocher du Nord	1. Nick Blake	1. Juliette Luscomb Menihek High School	1. Cailyn Hinchey MacDonald Drive Junior High	1. Emily Millie James Holy Heart of Mary	1. Anna Hunt Roncalli Central High	1. Grace Snow Holy Heart of Mary
2. Aya Saady Gonzaga High School	2. Emilia Young Gonzaga High School	---	2. Grace Butler Gonzaga High School	2. Gillian Fowler Holy Heart of Mary	2. Sara Melton Amalgamated Academy	2. Aleeza Ahmed Gonzaga High School
3. Anne-Rose Michaud École ENVOL	3. Maya Marmouche Holy Heart of Mary	---	3. Rebecca Wall Frank Robert Junior High	3. Kierra Laud Gonzaga High School	---	3. Aisha Rutub Gonzaga High School

Retour sur le Concours d'art oratoire francophone

Le Conseil scolaire francophone provincial (CSFP) a également tenu son concours d'art oratoire en mai dernier.
MAYA MARMOUCHE

Le Concours d'art oratoire du CSFP a permis à plusieurs jeunes francophones de démontrer leurs talents en communication et en expression orale cette année. Des élèves de différentes écoles ont participé à l'événement afin de présenter des discours préparés devant les juges et le public.

Dans la catégorie élémentaire, **Marissa Benoît** de l'École Notre-Dame-du-Cap a remporté la première place grâce à une présentation convaincante et bien préparée. Dans la catégorie intermédiaire, **William Lush** de l'École Rocher-du-Nord s'est également démarqué par la qualité de son discours et sa confiance sur scène. Finalement, **Nico-**

las Abrard de l'École Rocher-du-Nord a gagné la catégorie secondaire.

Les participants étaient évalués selon plusieurs critères, notamment la clarté, la prononciation, l'originalité du contenu et aussi de la qualité de la présentation orale.

Le concours donne aux élèves l'occasion de développer leur confiance en soi, leurs habiletés de communication et leur appréciation de la langue française. Pour plusieurs jeunes, c'est également une expérience enrichissante qui

leur permet de partager leurs idées avec les autres. Le Concours d'art oratoire continue d'être un événement important pour célébrer la francophonie et encourager les jeunes à utiliser le français avec fierté. À l'année prochaine!

Suite de la page 8

Pour ce faire, il a exploré «Capteur de scènes», développé par le Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture au Québec (CRILCQ) et l'UQTR. Alexandre Gauthier explique qu'il s'agit d'un outil numérique, capable de réaliser des captations de pièces de théâtre avec le texte. «On est donc capable de suivre le texte original et de lire l'adaptation. De plus, on est aussi capable, non seulement de voir les changements qui ont été faits sur le plan littéraire, mais aussi sur le plan scénique.» Par exemple, un personnage dans un roman décrit une maison. Les descriptions ont été éliminées au théâtre, cependant, elles ont été intégrées dans la mise en scène. L'outil permet d'en prendre conscience. «C'est formidable!», lance le professeur.

Dans un contexte où le professeur québécois travaille surtout avec des étudiants anglophones, pouvoir regarder une pièce de théâtre tout en ayant le texte, pour lui, c'est clair que Capteur de scènes a du potentiel. Lui qui dit souvent à ses étudiants d'avoir le français dans leurs oreilles, il ne fait pas de doute que son utilisation «va les sécuriser.»

Alexandre Gauthier compte d'ailleurs faire usage de ce nouvel instrument pédagogique sans doute lors de la rentrée de septembre. Preuve que son passage à l'Acfas témoigne de la pertinence et de la nécessité de recherches en français.

Sudoku

JEU N° 979

NIVEAU :
FACILE

3			5			7	4	
		7	1					6
	4	9	3	2	7			
				3		1		5
7						4		8
			4	7	1	3		9
	3		8	4				
		8		1	6	2	5	3
1	6	2			3			

RÉPONSE DU JEU N° 979

Règles du jeu :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : vous ne devez jamais répéter les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.

4	6	8	3	5	7	2	9	1
3	5	2	9	1	6	8	7	4
7	1	9	2	4	8	5	3	6
6	2	3	1	7	4	9	5	8
8	9	4	5	6	2	3	1	7
5	7	1	8	3	9	4	6	2
1	8	5	7	2	3	6	4	9
9	3	6	4	8	1	7	2	5
7	4	7	6	9	5	1	8	3

INFOS-PARENTS

PUBLIREPORTAGE N°8

UN PONT ÉDUCATIF ENTRE DEUX PROVINCES POUR PRÉSERVER LE DROIT AU FRANÇAIS

Dans le sud du Labrador, où l'isolement rend souvent l'accès aux services essentiels complexe, une entente interprovinciale entre Terre-Neuve-et-Labrador et le Québec permet de concrétiser le droit d'étudier en français malgré l'absence d'école francophone à proximité. Zoom sur L'Anse-au-Clair.

Le Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador (CSFP) et le Centre de services scolaire du Littoral ont établi un partenariat qui permet aux élèves franco-labradoriens de fréquenter l'école Monseigneur-Scheffer, à Lourdes-de-Blanc-Sablon. Cet établissement scolaire qui se situe au Québec, soit à une dizaine de kilomètres de la communauté de L'Anse-au-Clair au Labrador, propose un parcours scolaire complet en français.

Une solution naturelle face à une réalité démographique

Cette entente concerne un nombre restreint d'élèves. À L'Anse-au-Clair, par exemple, on compte moins d'une dizaine d'élèves fréquentant l'école Monseigneur-Scheffer, selon Yvette Barney, résidente. Dans ce contexte, bâtir une école sur place apparaît peu réaliste. L'entente avec le Québec s'impose donc comme une solution pragmatique.

Cette collaboration a commencé au début des années 1990. À l'époque, des mécanismes informels avaient été mis en place pour garantir l'équivalence de l'éducation en français, conformément à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

Avec la naissance du CSFP en 1998, l'entente a été structurée et officialisée, assurant une continuité essentielle pour les familles francophones dispersées du détroit du Labrador. Elle s'inscrit dans une logique plus large de coopération entre les deux provinces: lorsque les infrastructures locales ne suffisent pas, des solutions régionales sont mises en œuvre.

La proximité géographique de Blanc-Sablon, accessible par la route, a ainsi transformé une contrainte en véritable opportunité éducative de meilleure qualité pour ces familles.

L'école Monseigneur-Scheffer offre un enseignement en français, de la prématernelle à la 12^e année. En 2023, elle a été nommée meilleure école secondaire de la Côte-Nord par le Palmarès des écoles du Québec, avec un indice de 7,7 sur 10. Un niveau de performance qui contraste avec les défis rencontrés par certaines écoles du CSFP, notamment en raison du sous-financement.

Un droit longtemps méconnu, mais essentiel

Malgré son importance, cette entente n'a pas toujours été largement connue. Son histoire repose en partie sur des initiatives individuelles,

comme celle de Claudette Chubbs, originaire du Québec et installée à L'Anse-au-Clair, qui a toujours eu un vif désir de conserver le français dans sa famille.

«J'ai deux enfants de 39 ans et, au début des années 90, je les ai envoyés à Blanc-Sablon. Je pensais le faire illégalement. Ce n'est que dix ans plus tard, lorsque j'ai voulu inscrire ma fille Lesley, que j'ai su que nous sommes des ayants droit et que, en tant que francophones, nous avons le droit à l'éducation en français», dévoile-t-elle.

Yvette Barney et Bernitta Letto attestent de cette prise de conscience graduelle à l'époque, ce qui montre que l'information sur ces droits a longtemps circulé de manière informelle.

L'entente inclut également des services essentiels, comme la garde-rie et le transport scolaire. Ceux-ci sont maintenant pris en charge par le CSFP, mais cela n'a pas toujours été le cas.

«Mon grand-père devait tous les matins me conduire jusqu'à Blanc-Sablon avant de prendre le bus scolaire pour aller à l'école qui était à 5 min de là », se souvient Lesley Chubbs, ancienne élève. Désormais, le transport est maintenant offert gratuitement aux familles

admissibles, allégeant considérablement le quotidien des familles.

L'accord interprovincial fait l'objet d'un suivi continu. Le CSFP et le Centre de services scolaire du Littoral réévaluent régulièrement ses modalités, notamment les coûts par élève et la capacité d'accueil de l'école Monseigneur-Scheffer.

L'impact est remarquable: l'exemple de L'Anse-au-Clair démontre qu'avec de la détermination politique, une organisation adaptée et le respect des droits fondamentaux, il est possible d'assurer une éducation équivalente en français, même dans les conditions les plus insolites.

Selon la direction générale de la Fédération de parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador, Martine Fillion, «c'est la mobilisation des parents d'abord et la création d'un comité de parents par la suite qui aura permis de continuer ce que ces parents, ensemble, avaient déjà revendiqués. Sans la détermination de ces parents, il est fort probable que plusieurs enfants de parents ayants droit n'auraient pas pu recevoir une instruction scolaire en français. Aujourd'hui je suis convaincu que les jeunes parents, comme Lesley, sont reconnaissants de ce droit à leurs parents qui leur a été accordé.»

AN EDUCATIONAL BRIDGE BETWEEN TWO PROVINCES TO PRESERVE THE RIGHT TO USE FRENCH

In southern Labrador, where isolation often makes access to essential services difficult, an interprovincial agreement between Newfoundland and Labrador and Quebec ensures the right to study in French, even in the absence of a nearby French-language school. Spotlight on L'Anse-au-Clair.

The Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador (CSFP) and the Centre de services scolaire du Littoral have established a partnership that allows Francophone students from Labrador to attend Monseigneur-Scheffer School in Lourdes-de-Blanc-Sablon. This school, located in Quebec about ten kilometers from the community of L'Anse au Clair in Labrador, offers a complete educational program in French.

A natural solution to a demographic reality

This agreement affects only a small number of students. In L'Anse au Clair, for example, fewer than ten students attend Monseigneur-Scheffer School, according to resident Yvette Barney. Given this context, building a school in the area seems unrealistic. The

agreement with Quebec therefore presents a pragmatic solution.

This collaboration began in the early 1990s. At the time, informal mechanisms had been put in place to ensure the equivalence of French-language education, in accordance with section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

With the establishment of the CSFP in 1998, the agreement was formalized and institutionalized, ensuring essential continuity for the scattered Francophone families of the Labrador Strait. It is part of a broader framework of cooperation between the two provinces: when local infrastructure is insufficient, regional solutions are implemented.

The proximity of Blanc-Sablon, accessible by road, has thus transformed a constraint into a genuine educational opportunity of higher quality for these families.

Monseigneur-Scheffer School offers French-language instruction from pre-kindergarten through the 12th grade. In 2023, it was named the best high school of the Côte-Nord by the Quebec School Rankings, with a score of 7.7 out of 10. This level of performance stands in contrast to the challenges faced by some schools in the CSFP, particularly due to underfunding.

A long-overlooked but

essential right

Despite its importance, this agreement has not always been widely known. Its history is partly rooted in individual initiatives, such as that of Claudette Chubbs, a native of Quebec who settled in L'Anse au Clair and who has always had a strong desire to preserve French within her family.

"I have two children who are 39 years old, and, in the early 1990s, I sent them to Blanc-Sablon. I thought I was doing it illegally. It wasn't until ten years later, when I wanted to enroll my daughter Lesley, that I learned we were eligible and that, as Francophones, we had the right to an education in French," she explains.

Yvette Barney and Bernitta Letto attest to this gradual shift in awareness at the time, which shows that information about these rights had long been circulating informally.

The agreement also includes essential services, such as daycare and school transportation. These are now provided by the CSFP, but that hasn't always been the case.

"My grandfather had to drive me to Blanc-Sablon every morning before I took the school bus to school, which was just five minutes away," recalls Lesley Chubbs, a former student. Now, transportation is provided free of

charge to eligible families, making daily life much easier for them.

The interprovincial agreement is subject to ongoing monitoring. The CSFP and the Centre de services scolaire du Littoral regularly review its terms, particularly the per-student costs and the capacity of Monseigneur-Scheffer School.

The impact is remarkable: the example of L'Anse au Clair demonstrates that with political determination, appropriate organization, and respect for fundamental rights, it is possible to provide an equivalent education in French, even under the most unusual circumstances.

According to the Executive Director of the Fédération de parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador, Martine Fillion, "it was the parents' mobilization first and the subsequent creation of a parents' committee that made it possible to continue what these parents, together, had already demanded. Without the determination of these parents, it is highly likely that many children of eligible parents would not have been able to receive a French-language education. Today I am convinced that young parents, like Lesley, are grateful to their parents for the right that was granted to them."

Vous avez des questions, des idées de contenus ou souhaitez partager un témoignage? Contactez: projets@gaboteur.ca



Cette série de publiereportages est rendue possible grâce à la participation financière des gouvernements du Canada et de Terre-Neuve-et-Labrador.

info@fpftnL.ca
www.fpftnL.ca

